MÉMOIRE
EN RÉPONSE,

POUR dame Marie-Sophie LANGHEAC DE MONTLOGIS,
religieuse, habitante de la ville d'Aurillac; Marie-
Judith LANGHEAC, veuve de sieur PIALES; Marie-
Honorée LANGHEAC-LIGNAC, toutes deux propriétaires,
habitantes du lieu et commune de Viviers; sieur
BRASSAT-MURAT, docteur en médecine, et autres,
Appelans;

PROCÈS PAR ÉCRIT.
M. Tassin de Villepion
rapporteur.

CONTRE sieur Félix VALENTIN, propriétaire, et la
dame Sophie-Marie NOUVEAU, son épouse, de lui
autorisée, héritière, sous bénéfice d'inventaire,
de sieur Joseph-Aymard NOUVEAU, son oncle;
lesdits mariés VALENTIN habitans du lieu et com-
mune de Calvinet, Intimés;

EN PRÉSENCE

De sieur Pierre-Antoine CAPELLE-PEUCH-JEAN,
et des demoiselles Sophie et Marie CAPELLE, frère
et sœurs, habitans de la ville d'Aurillac, héritiers
de M^e Antoine CAPELLE, leur père, aussi Appelans.

LES sieurs et dames de Montlogis n'ont dans la cause
qu'un intérêt secondaire. Leurs droits sont subordonnés
à la décision d'une question importante qui s'agite
entre les héritiers Capelle et les époux Valentin.

C'est sur l'interprétation et l'effet d'une donation

portée par un contrat de mariage du 23 septembre 1786, que roule la difficulté principale.

Les héritiers de l'époux réclament les biens donnés, comme donataires directs dans un cas prévu, et qui est arrivé.

Leurs adversaires présentent la condition comme une substitution que les lois nouvelles ont abolie.

S'il n'y a pas de substitution, les sieurs et dames de Montlogis n'auront aucun droit aux biens compris dans la donation.

Au contraire, s'il y a substitution, une portion des biens donnés, portion faible, il est vrai, doit leur appartenir.

Cependant ils ne prendront aucune part à la discussion de cette question.

L'intention connue de la donatrice ne leur permet pas de s'élever contre les droits des héritiers Capelle. Cette intention, manifestée dans une transaction du 20 décembre 1791, exprimée de nouveau devant les premiers juges, leur impose le devoir de s'en rapporter à droit sur l'objet principal, et d'examiner seulement quelques questions subsidiaires.

Leur examen ne peut être ni long ni difficile.

Faire ajouter au jugement une disposition que l'inattention seule a pu omettre, et réfuter deux prétendus griefs, incidemment présentés par les époux Valentin : tel est le but que se proposent les sieurs et dames de Montlogis.

FAITS.

Il serait inutile de retracer avec détail des faits que l'on trouve dans deux mémoires déjà publiés. Les

sieurs et dames de Montlogis ne rappelleront que ceux qui se rattachent au développement de leurs droits.

On sait que la dame Marie-Judith Langheac de Montlogis, leur sœur ou leur tante, avait épousé le sieur Capelle : le contrat de mariage est du 23 septembre 1786.

La future se constitua personnellement tous ses biens présents et à venir. Les biens présents consistaient en une somme de 10,000 liv., due à la future pour ses droits légitimaires paternels et maternels.

Au contrat intervint la dame Judith Langheac de Montlogis, une des appelantes. Cette dame, qui était alors veuve du sieur Jalinques, et qui depuis a épousé le sieur Murat, répandit sur les deux époux des bienfaits qui sont devenus la source de la contestation actuelle.

Le sieur Capelle décéda le 15 janvier 1794.

Un inventaire fut dressé le 17 février et les jours suivans, entre la veuve Capelle et le tuteur des enfans mineurs du défunt.

Dans l'inventaire sont détaillés divers objets mobiliers dépendant de la succession Capelle ; certains meubles réclamés par la veuve, comme sa propriété particulière ; plusieurs livres-journaux du défunt ; des papiers qui lui appartenaient, et un grand nombre de titres, notamment ceux de diverses créances comprises dans la donation faite en 1786.

L'année suivante, la veuve Capelle épousa en secondes noces le sieur Nouveau.

Dans leur contrat de mariage, en date du 14 fri-

maire an 3, elle lui donna, en cas de survie, la propriété et la jouissance *des domaine et enclos de la Rouquette et dépendances*.

Mais comme ce domaine était un des objets donnés par la dame Murat, en 1786, la veuve Capelle, incertaine si elle en était propriétaire, prévint le cas où elle ne pourrait en disposer; et, dans ce cas, elle fit don au sieur Nouveau de ses autres biens meubles et immeubles.

Dans la suite diverses contestations s'élevèrent entre la dame Nouveau et les héritiers Capelle.

Alors on examina principalement à qui devaient appartenir en propriété les biens donnés par la dame Murat, dans le contrat de mariage de 1786. Des mémoires respectifs furent publiés. Dans celui des héritiers Capelle, on invoqua l'intention de la dame Murat, et l'on s'en référa à l'attestation même de celle-ci, pour démontrer qu'en voulant que les biens donnés fussent *acquis au sieur Capelle ou à ses héritiers*, elle n'avait pas entendu les leur attribuer à titre de substitution fidéi-commissaire.

Si elle eût été appelée en cause alors, la dame Murat eût été prête à dire la vérité toute entière, même contre l'intérêt de sa propre sœur.

Depuis, son intérêt personnel n'a pu l'engager à la dissimuler.

La dame Nouveau décéda le 6 avril 1815, laissant pour héritiers des neveux et plusieurs sœurs, l'une desquelles était la dame de Murat elle-même.

Il fut fait, le 2 octobre 1815, et les jours suivans,

en présence du sieur Nouveau, du sieur Capelle et de la dame Judith Langheac de Montlogis, un inventaire descriptif du mobilier qui existait dans les biens qu'avait possédés la dame Nouveau. On allait comprendre dans l'inventaire les divers titres de créances et tous les papiers, lorsque le sieur Capelle et la demoiselle de Langheac déclarèrent qu'il était inutile d'en faire un second inventaire, « *d'après les offres* »
« *présentement faites* par le sieur Nouveau, de faire la »
« *représentation de tous les titres de créances et* »
« *papiers énoncés au premier inventaire, par nous* »
« *fait au décès de feu sieur Capelle, et de justifier de* »
« *l'emploi des créances par lui levées et perçues, et* »
« *de représenter tous les autres titres et papiers en* »
« *nature.* »

Telles sont les expressions même des offres faites par le sieur Nouveau.

Les titres de créances et les papiers ne furent donc pas inventoriés.

Cependant le sieur Nouveau assigna en reprise d'instance les héritiers naturels de son épouse.

Au nombre de ces héritiers était la dame de Murat, qui avait fait la donation portée au contrat de mariage de 1786.

Cette donatrice connaissait mieux que personne les intentions qui avaient dicté ses bienfaits. Elle savait qu'elle avait entendu donner au sieur Capelle et à ses enfans; et, dans cette conviction, réunie à ses cohéritiers, elle s'était contentée de la dot que sa sœur s'était personnellement constituée en 1786, et de celle

qu'elle avait elle-même apportée au sieur Jalinques, son premier mari; dots dont le sieur Capelle père s'était chargé, et dont sa succession était par conséquent débitrice; dots sur lesquelles elle traita avec les enfans Capelle.

Ces arrangemens, faits dans la pensée qu'il n'y avait pas de substitution, et que les héritiers Capelle étaient seuls propriétaires de tous les biens donnés en 1786; ces arrangemens furent suivis d'une déclaration que la loyauté commandait.

Dans une écriture signifiée le 18 novembre 1816, la dame de Murat et ses cohéritiers reconnurent les droits des héritiers Capelle *aux biens provenant de la succession Jalinques, et faisant partie de la donation portée par le contrat de mariage du 23 septembre 1786.*

Ils déclarèrent que leur seul intérêt était de se *faire restituer les sommes apportées en dot, soit par la dame Murat, soit par la dame Nouveau, et reçues par leurs premiers maris; mais qu'à cet égard, le sieur et les demoiselles Capelle leur en avaient fait raison.*

Ils en tiraient la conséquence qu'ils devaient être mis hors de cause.

Cette déclaration fut spontanée. Elle ne fut l'effet d'aucune impulsion. La vérité seule la dicta, quelque favorable qu'elle pût être aux héritiers Capelle.

Cependant le sieur Nouveau voulut en profiter, pour s'affranchir de l'obligation de rendre compte des biens de la défunte, et notamment pour rétracter

l'offre qu'il avait faite dans l'inventaire du 23 octobre 1815.

Cet étrange système, proposé dans une écriture du 26 avril 1817, fut repoussé par les héritiers de la dame Nouveau, dans une réponse signifiée le 6 août suivant.

Les sieur et dame de Montlogis firent observer
« qu'il ne pouvait plus être question de leur mise hors
« de cause, dès que la déclaration qu'ils avaient faite
« pouvait tourner au profit du sieur Nouveau, contre
« leur volonté hautement manifestée depuis long-
« tems. »

En conséquence, ils demandèrent que le sieur Nouveau fût condamné « à se désister en leur faveur,
« ou en celle des sieurs et demoiselles Capelle, de
« tous les biens immeubles possédés par la dame
« Nouveau à son décès, provenant principalement de
« la succession Jalinques;

« Qu'il fût aussi condamné à leur remettre :

« 1° Le mobilier existant à la Rouquette, au décès
« de la dame Nouveau, leur sœur et tante, constaté
« par les inventaires des 7 février 1794, et 2 octobre
« 1815;

« 2° Les cheptels de la réserve et des domaines de
« la Borie-Basse, outils aratoires et autres objets
« mobiliers existant dans lesdits domaines et réserves,
« aussi d'après les susdits inventaires;

« 3° A représenter et remettre tous les titres de
« créances, papiers, livres-journaux, et documens
« appartenant à la succession Jalinques, et par exprès

298

T P S

(8)

« ceux énoncés en l'inventaire du 7 janvier 1794; à
« justifier de l'emploi des créances par lui perçues et
« levées, le tout en exécution de l'obligation qu'il a
« contractée dans le procès-verbal du 2 octobre 1815;
« à rendre compte de toutes les autres sommes non
« portées audit inventaire de 1794, appartenant à la
« succession Jalinques. »

On voit que, par les conclusions que l'on vient de transcrire, la dame de Murat et ses cohéritiers demandaient que les condamnations fussent prononcées en faveur des héritiers Capelle; la raison en fut qu'ils connaissaient le vrai caractère de la donation de 1786, et l'intention qui l'avait dictée.

Cette intention que la dame de Murat pouvait d'autant moins méconnaître, qu'elle avait été la donatrice; cette intention qu'elle avait exprimée formellement dans le traité de 1791, a dû être aussi manifestée par elle, dès qu'elle a été appelée dans la cause.

Les sieurs et dames de Montlogis lui rendront un nouvel hommage, en répétant que leurs intérêts n'ont rien d'opposé à ceux des héritiers Capelle; que s'ils ont reçu de ceux-ci la restitution des deux dots, c'est parce qu'elles n'étaient pas comprises dans la donation éventuelle faite au sieur Capelle ou à ses héritiers (1);

(1) L'une de ces dots appartenait à la dame Nouveau; elle était de 10,000 fr. L'autre était celle de la dame de Murat; elle ne s'élevait qu'à 3000 fr. Elle en fit don pur et simple à sa sœur, par le contrat de mariage même de 1786.

et que s'ils réclament aujourd'hui de plus grands droits, c'est en faveur des héritiers Capelle, auxquels seuls ils entendent que ces droits soient attribués, comme faisant partie des biens qui leur étaient donnés conditionnellement.

Les mêmes conclusions furent prises lors du jugement contradictoire du 31 décembre 1817.

Le tribunal décida la question principale en faveur du sieur Nouveau, et lui attribua en conséquence la propriété du domaine de la Rouquette et de ses dépendances; mais il jugea en principe, par les motifs du jugement, que les bestiaux et les outils aratoires n'étaient pas compris dans le don d'immeubles que lui avait fait son épouse.

Le dispositif condamne le sieur Nouveau « à restituer aux sieur et demoiselle Capelle, ou aux héritiers naturels de son épouse, tous les meubles meublans qui garnissaient le château de la Rouquette au décès du sieur Capelle, compris dans l'inventaire de 1794, ainsi que ceux qui avaient été délaissés par la dame Murat à sa sœur, distraction faite de ceux qui avaient été remis au sieur Rey, tuteur des enfans Capelle;

« Et vu les offres faites par lui dans l'inventaire de 1815, et acceptées par les héritiers de son épouse, de représenter tous les titres et papiers compris dans l'inventaire de 1794; de justifier de l'emploi des créances par lui levées et perçues, et de représenter tous les autres titres et papiers en nature,

« Le tribunal le condamne à faire ladite représen-

« tation et remise, ou à faire raison aux sieur et
« demoiselles Capelle, ou aux héritiers de la dame
« Nouveau, du montant des titres qu'il ne représen-
« tera pas. »

Le dispositif est d'ailleurs muet sur les bestiaux et outils aratoires, que les motifs attribuaient cependant aux héritiers de la dame Nouveau.

Ceux-ci ont interjeté appel de ce jugement, par exploits des 12 février 1818, et 9 mars suivant. Ils ont demandé l'adjudication des conclusions qu'ils avaient prises en première instance.

Le sieur Nouveau a interjeté lui-même un appel incident, dont les griefs sont développés dans son mémoire imprimé.

L'appel principal a pour but de faire dire que tout le mobilier qui s'est trouvé dans le château de la Rouquette et dans les domaines dépendant de la succession Jalinques, sera attribué aux héritiers de la dame Nouveau, sous l'exception seulement des objets que le sieur Nouveau a lui-même achetés.

Il tend aussi à faire exprimer que les bestiaux et les ustensiles aratoires seront considérés comme faisant partie du mobilier.

Par son appel incident, le sieur Nouveau a demandé :

1° Que les bestiaux fussent déclarés une dépendance des immeubles donnés au sieur Nouveau, dans son contrat de mariage du 14 frimaire an 3.

2° Que le sieur Nouveau fût affranchi de l'obligation à laquelle il s'était soumis par l'inventaire de 1815.

L'examen des deux appels présente trop peu de difficultés, pour exiger de longues réflexions.

§ I^{er}.

APPEL PRINCIPAL.

Quel est le mobilier que doit remettre le Sr Nouveau?

En épousant la veuve Capelle, le sieur Nouveau est venu habiter dans le château de la Rouquette, dont celle-ci était en possession.

Ce château était garni de mobilier.

Les domaines qui en dépendaient, et les autres domaines dont jouissait la veuve Capelle, étaient aussi garnis de meubles, d'instrumens d'agriculture, et de bestiaux.

La consistance des divers objets qui, par le second mariage de la veuve, passèrent en la possession du sieur Nouveau, pourrait être en grande partie déterminée par l'inventaire du 29 pluviôse an 2, ou 17 février 1794.

Mais il se pourrait aussi que, dans l'intervalle de la date de cet inventaire à celle du second mariage, d'autres objets mobiliers eussent été placés par la dame Capelle dans ses domaines.

Or, le second mariage est seulement du 14 frimaire an 3; et le sieur Nouveau ne prit alors aucune précaution pour faire constater ce qui lui était remis.

Dans de telles circonstances, on doit lui appliquer une règle d'équité et de justice, qui est élémentaire en droit, savoir : que tout le mobilier qui, au décès

208 107

de la dame Nouveau, s'est trouvé dans les bâtimens qui lui appartenaient, est présumé lui avoir aussi appartenu, et doit être compris dans la masse de sa succession.

Le principe est enseigné par M. Chabrol, sur l'art. 4 du chapitre 12 de la coutume d'Auvergne (tome 1^{er}, page 253). L'auteur l'applique non-seulement aux bestiaux, mais aussi au mobilier ordinaire.

« Si, la femme étant héritière, dit-il, le mari avait
« été demeurer dans sa maison, qu'il aurait trouvée
« meublée, le fonds de ce mobilier serait réputé
« appartenir à la femme, et *le mari ne pourrait*
« *retirer que les meubles qu'il prouverait avoir*
« *apportés ou acquis.* »

M. Chabrol atteste sur ce point la jurisprudence de la sénéchaussé d'Auvergne. Celle de la Cour y a toujours été conforme, lorsque l'occasion s'est présentée.

Cependant les premiers juges n'ont condamné le sieur Nouveau qu'à la restitution des *meubles meublans*, compris dans l'inventaire de 1794.

Ce n'est sans doute que par inattention, qu'ils n'ont pas généralisé la disposition, en condamnant le mari à rendre non-seulement les meubles meublans existant en 1794, mais aussi tous les autres objets mobiliers alors existant, de quelque nature qu'ils fussent; mais encore tout le mobilier qui s'est trouvé dans les bâtimens, lors du décès de la femme, sous la seule exception de ceux que le sieur Nouveau prouverait avoir acquis pendant le mariage.

Cette omission doit être réparée par la Cour.

On conçoit que les observations que l'on vient de faire s'appliquent aux bestiaux et aux outils aratoires, sur lesquels le dispositif du jugement est muet.

Ce silence n'est sans doute que l'effet de l'oubli ; car les motifs du jugement déclarent que les bestiaux et les outils aratoires doivent appartenir aux héritiers de la dame Nouveau. Aussi le sieur Nouveau a-t-il considéré ce point comme jugé, puisqu'il en a fait un des objets de son appel incident.

Cependant il est bon que l'arrêt ajoute au jugement une disposition formelle, qui puisse prévenir des difficultés ultérieures.

Les sieurs et dames de Montlogis se borneront à ces courtes observations, pour justifier leur appel principal.

L'appel incident est facile à repousser.

§ II.

APPEL INCIDENT.

Cet appel est fondé sur deux griefs :

L'un relatif aux bestiaux et aux outils aratoires ;

L'autre ayant trait aux titres, papiers et créances que le sieur Nouveau avait offert de représenter.

Pour justifier le premier grief, le sieur Nouveau fait remarquer (pages 100 et 101 de son mémoire) :

Que son épouse lui donna, par leur contrat de mariage de frimaire an 3, « les domaines et enclos de
« la Rouquette et dépendances..... ;

« Que le mot domaine, employé dans sa signification commune, ne saurait permettre même à la

« pensée de séparer les bestiaux du labour des terres
« labourables ;

« Que le mot dépendances ne pouvait s'appliquer
« qu'aux bestiaux ;

« Que la dame Nouveau l'avait reçu de sa sœur ,
« qu'elle l'a livré de même au sieur Nouveau. »

Ces diverses raisons sont peu solides.

On pourrait même se dispenser d'y répondre ; car le sieur Nouveau prend soin de se réfuter lui-même, en convenant qu'autrefois , avant le Code civil , *on ne connaissait pas les immeubles par destination.*

Comment donc alors des objets mobiliers auraient-ils pu être considérés comme une *dépendance* d'un immeuble ?

Si les bestiaux, les ustensiles aratoires, sont aujourd'hui réputés dépendre des immeubles, c'est uniquement parce que le Code civil (article 524) les a déclarés immeubles *par destination.*

Auparavant, ils n'en dépendaient pas davantage que les meubles meublans ne dépendaient du château de la Rouquette ; observation consignée dans l'un des motifs du jugement, et à laquelle le sieur Nouveau a cru superflu de répondre.

On lui a fait aussi remarquer que le sieur Jalinques, premier mari de la dame Murat, en laissant à la dame de Gironde la jouissance du domaine d'Ayrolles-Vieilles, léguée à celle-ci par le père Jalinques, l'avait privée des cheptels et des ustensiles aratoires, *parce qu'ils n'avaient pas été nommément spécifiés dans le*

legs. Cet exemple de famille n'a pas excité l'attention du sieur Nouveau.

Mais s'il le croit nécessaire, qu'il consulte tous les auteurs anciens, et tous les recueils de la jurisprudence antérieure au Code civil; il y verra qu'autrefois on ne considérait jamais comme donnés, ni même comme vendus avec un corps de domaine, les bestiaux et les instrumens d'agriculture qui y avaient été placés, à moins qu'il ne fût expressément déclaré dans l'acte qu'ils étaient donnés ou vendus (1).

La Cour a jugé la question en thèse, par un arrêt du 22 janvier 1819, rendu pour la famille Veyni. Le père du marquis de Veyni l'avait institué, par testament du 9 août 1767, héritier universel de tous ses biens de droit écrit, et légataire du quart des biens de coutume. Le testateur était domicilié à Clermont, pays de droit écrit. La Cour lui a attribué les bestiaux qui servaient à la culture de plusieurs domaines situés dans le territoire des coutumes d'Auvergne et de Bourbonnais.

« La Cour a considéré que par leur nature les
« bestiaux sont meubles; que l'esprit général des
« coutumes les considérait comme meubles; qu'à la
« vérité un petit nombre de coutumes les regardaient
« comme immeubles par destination, mais qu'on ne

(1) On peut consulter notamment Mazuer, au titre des Successions; Lathaumassière, sur la coutume de Berry, titre 4, page 106; Auroux, sur l'article 285 de la coutume du Bourbonnais; Merlin, au mot bestiaux, n° 4.

« trouve point une disposition de ce genre dans les
 « coutumes d'Auvergne et de Bourbonnais; que par
 « conséquent, sous l'empire de ces coutumes, les
 « bestiaux qui garnissaient les domaines et servaient à
 « la culture, conservaient leur qualité de meubles;
 « que cette espèce de biens, en quelque lieu qu'ils
 « fussent situés, était régie par la loi du domicile du
 « défunt; que le marquis de Veyni père était domi-
 « cilié dans un pays régi par le droit écrit; que dès-
 « lors les bestiaux, même existant sous les coutumes
 « d'Auvergne et de Bourbonnais, appartiennent exclu-
 « sivement au marquis de Veyni, héritier universel
 « du mobilier de son père; que l'on ne peut invoquer
 « la disposition du Code civil, qui considère ces
 « bestiaux comme immeubles par destination, parce
 « que ce serait donner à cette disposition un effet
 « rétroactif. »

Ainsi la Cour a cru qu'il lui était permis de
séparer les bestiaux du labour des terres labourables,
 et de ne pas regarder *les bestiaux comme une dépendance des domaines.*

Il est à croire que la Cour se donnera encore une semblable permission.

Les dépendances d'un corps immobilier ne peuvent être que des objets de même nature, c'est-à-dire, immobiliers comme la chose principale; par exemple, des héritages détachés qui ont été réunis au domaine. Le sieur Nouveau a présenté largement cette idée devant les premiers juges; il s'est fait attribuer, comme *dépendances du domaine et de l'enclos de la*

2507
207

Rouquette, des héritages qui étaient attachés à la réserve du propriétaire, et dont la donation ne parlait pas.

La dame Nouveau avait reçu, dit-on, le domaine garni de bestiaux ?

Mais on ne fait pas attention que sa sœur lui avait donné non-seulement les biens immeubles, mais aussi tous les biens meubles, sous quelques réserves qui ne s'appliquaient pas aux bestiaux ?

Qu'y a-t-il de semblable dans le don fait au sieur Nouveau ? La comparaison n'est pas heureuse.

C'est trop sans doute s'arrêter à l'examen d'un grief futile.

Passons au second chef de l'appel incident.

On se rappelle que, lors de l'inventaire du 2 octobre 1815, au moment où l'on allait faire la description des titres de créances et des papiers qui se trouvaient dans la maison où était décédée la dame Nouveau, le sieur Nouveau, pour éviter cette mesure, offrit de *faire la représentation de tous les titres de créances et papiers énoncés au premier inventaire, fait au décès du sieur Capelle ; de justifier de l'emploi des créances par lui levées et perçues, ET DE REPRÉSENTER TOUS LES AUTRES TITRES ET PAPIERS EN NATURE.*

Cette offre formelle empêcha le second inventaire.

Aujourd'hui qu'il a obtenu l'avantage qu'il se proposait, le sieur Nouveau voudrait éluder l'exécution de son offre.

Les prétextes ne lui ont manqué, ni en première instance, ni en cause d'appel.

Il disait, devant les premiers juges, que l'offre n'avait été faite qu'aux demoiselles de Montlogis; que, si le sieur Capelle avait assisté à l'inventaire, c'était seulement en qualité de procureur fondé; que, les demoiselles de Montlogis ayant déclaré être sans intérêt dans la contestation, l'offre devait disparaître, parce qu'elles seules et non le sieur Capelle pouvaient exiger qu'elle fût remplie.

Il ajoutait que la veuve Capelle avait reçu beaucoup de créances pendant son veuvage, en avouant cependant qu'il n'avait pas encore découvert ce qui lui avait été payé (1).

Il reconnaissait néanmoins avoir touché lui-même, savoir, en assignats, une somme de 24,893 fr. 90 c., et, en numéraire, une somme de 22,394 fr. (2).

La première objection est futile; car, en supposant que les sieur et demoiselles de Montlogis eussent cédé leurs droits au sieur Capelle, celui-ci devait être autorisé à exercer toutes les actions des cédans. Mais les demoiselles de Montlogis conclurent elles-mêmes à l'exécution de l'offre : le prétexte dut alors disparaître.

Aujourd'hui le sieur Nouveau se réduit à une hypothèse.

S'il prouve, dit-il, par des quittances, que la dame Nouveau avait reçu, avant son convol, certaines des créances, il aura rempli son obligation.

(1) Voir, dans le dossier du sieur Nouveau, une écriture signifiée le 26 avril 1817.

(2) Voir la même écriture.

Le sieur Nouveau, au reste, s'embarrasse peu de prouver. Il ne rapporte aucune quittance. Son but est donc d'obtenir la permission de faire des preuves quand bon lui semblera, c'est-à-dire d'embarrasser de difficultés futures la liquidation et les comptes.

N'est-ce pas se jouer de la justice, que de demander à rétracter ou à restreindre une offre solennelle, une offre acceptée, sans chercher même à en démontrer l'erreur?

Mais, produisît-il des quittances de son épouse, le sieur Nouveau ne serait pas affranchi de l'obligation qu'il a contractée par son offre; car la dame veuve Capelle n'était pas une dissipatrice; et si elle a touché quelques sommes pendant son court veuvage, elle a dû les remettre au sieur Nouveau; celui-ci en aurait donc profité, et par conséquent il en doit compte.

Ces faits auraient été éclaircis lors de l'inventaire de 1815, si le sieur Nouveau eût laissé faire la description des titres et des papiers. On eût trouvé peut-être, ou des notes de la main de la dame Nouveau, ou quelque état sous seing privé, constatant ce que le sieur Nouveau avait reçu d'elle au moment du convol, et remplaçant l'inventaire qu'aurait dû faire alors le sieur Nouveau. Celui-ci avait intérêt que rien ne fût connu. Cet intérêt le détermina à offrir la représentation de tous les papiers et des titres de créances énoncés dans l'inventaire de 1794, ou à rendre compte de leur valeur. L'offre doit être remplie intégralement, parce que les choses ne sont plus dans le même état où elles étaient en 1815; parce

qu'il serait impossible aujourd'hui de rien vérifier, et parce qu'il serait injuste d'abandonner les héritiers Montlogis à la discrétion du sieur Nouveau ou de ses représentans.

Le second grief est donc aussi illusoire que le premier.

Et ne doit-on pas s'étonner de cet appel incident? Ne semblait-il pas que les époux Valentin avaient obtenu auprès du tribunal de première instance un succès assez brillant pour en être satisfaits? Ne devait-il pas leur suffire d'avoir fait adopter une interprétation rigoureuse et forcée, et d'avoir été déclarés, contre l'intention de la dame de Murat, propriétaires de biens considérables, que la donatrice avait destinés aux héritiers Capelle?

L'appel incident, hasardé peut-être pour faire diversion à l'objet important de la cause, sera facilement apprécié par la Cour; et si, dans sa sagesse, la Cour pensait qu'il y a substitution, au moins n'hésiterait-elle pas à repousser les griefs chimériques de la dame Valentin, et à rectifier ou à expliquer le jugement, en la condamnant à restituer les bestiaux, les ustensiles aratoires, et en général tout le mobilier compris, soit dans l'inventaire de 1794, soit dans celui de 1815.

M^e MARIE, *Licencié-Avoué.*